

**RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024 ET PERSPECTIVES
DÉPARTEMENT DE L'EURE**







PURE,
SINCERE,
HONEST,
COURTEOUS,
RESPECTFUL,
RESPONSIBLE,
AND DETERMINED

2024 en actions

L'Eure change de visage

10 ans de métamorphose



Piloter avec vision

Des choix, pas des renoncements

Protéger, accompagner, agir

Un accompagnement de proximité à la carte



Libérer les potentiels

Du RSA à la réussite

L'Eure mise sur l'excellence éducative

On vit bien dans nos campagnes

Moins de béton, plus de vivant



34

Le sport, énergie partagée

« Le sport c'est notre quotidien »



40

Cultiver l'intelligence collective

L'Eure fait vivre sa culture



46

L'Eure rurale, fière et fertile

La campagne qui connecte, qui attire, qui inspire



50

Epilogue

Ici on test, on ajuste, on avance



58



Dix ans de métamorphose

ÉDITO - Collèges vétustes, fracture numérique béante, routes défailtantes : en 2014, le Département accusait un réel retard. Dix ans plus tard, la politique assumée du Conseil départemental a remis de l'équité au cœur de l'action publique, au service de tous les Eurois.

En 2030, un collège public sur deux aura été totalement repensé. Une ambition forte, avec 250 millions d'euros investis en dix ans pour rénover ou reconstruire nos collèges, qui ne s'est pas limitée au béton : fibre dans tous les établissements, équipements numériques de pointe, alimentation locale et bio. Même ambition pour les Ehpad, où notre soutien à l'État à travers le Ségur de la Santé a été unique en France.

Connecter et sécuriser

La modernisation, c'est aussi le désenclavement numérique. 99% du territoire couvert, 265 000 prises déployées. Plus de 200 millions d'euros investis pour que l'agriculteur de Breteuil ait la même connexion que le Parisien.

Sur les routes aussi, l'effort a été colossal. En dix ans, nous avons refait l'intégralité des franchissements de Seine. Nos 4 214 kilomètres de routes et 806 ouvrages d'art bénéficient aujourd'hui d'un entretien à la hauteur de nos besoins.

Nous avons aussi anticipé les nouveaux enjeux. Sécurité renforcée avec 75,3 millions d'euros investis dans le plan pompiers, accompagnement des communes dans leurs projets de vidéoprotection, nouvelles brigades de gendarmerie : la protection de nos concitoyens n'a jamais été aussi complète.

Promouvoir une vision moderne de la ruralité

Cette transformation s'est accompagnée d'une vision : faire de l'Eure bien plus qu'un paysage d'autoroute entre Paris et la mer. L'Agence de la Ruralité accompagne nos maires au plus près de leurs besoins. L'agence Eurêka révèle l'attractivité d'un territoire longtemps sous-estimé. Les médiathèques sont rendues gratuites, les espaces culturels repensés pour attirer toutes les générations.

Sans oublier le cœur de notre département : son agriculture et son environnement. Avec FERTILES et tous nos dispositifs d'accompagnement au monde agricole, nous voulons nous faire écho des acteurs qui se lèvent chaque jour pour nous nourrir et qui mettent en place les solutions aux défis environnementaux qui nous concernent tous.

La solidarité réinventée

Mais la vraie révolution, c'est peut-être dans nos solidarités. Nous avons refondé notre organisation autour de treize territoires calqués sur les bassins de vie. Objectif : ne laisser personne au bord du chemin, avec une exigence d'équité. Car aider, c'est aussi responsabiliser. Notre lutte renforcée contre la fraude au RSA comme le renforcement de la protection de l'enfance témoignent de cette approche équilibrée, gage de justice sociale.

Alexandre Rassaërt

Président du Conseil départemental de l'Eure



Plan Collèges 2016-2024 - 250 M€

Le Conseil départemental vote un premier plan pluriannuel pour la reconstruction et la rénovation de 14 collèges.



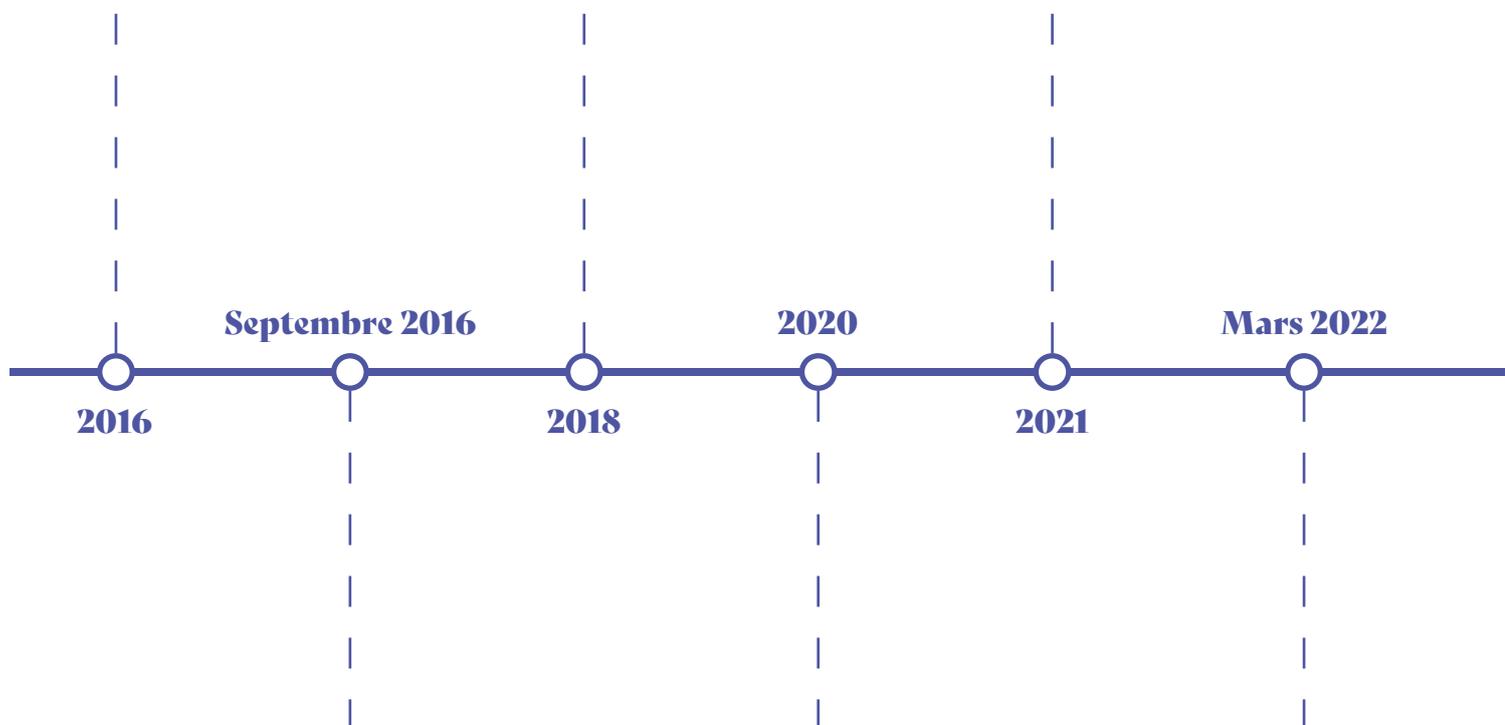
Lancement de la vidéoprotection départementale

Déploiement progressif d'un réseau de caméras de vidéoprotection autour du département.



Soutien à la rénovation des EHPAD

Le Département vote un plan de rénovation et de reconstruction massif des EHPAD, avec 46 M€ de travaux engagés, en cofinancement avec l'État.



Plan pluriannuel d'investissement pour les routes – 125 M€

Le Département vote un plan de 125 millions d'euros pour la rénovation et la modernisation des routes départementales, afin de répondre à une situation dégradée du réseau.



Crise sanitaire – Mobilisation du Département

Renforcement des dispositifs de solidarité et d'accompagnement des publics fragiles face à la pandémie de Covid-19.



Assises des solidarités

La démarche inédite lancée par le Département a questionné nos actions face au vieillissement, au handicap, au logement, à l'emploi et à l'enfance.





Renforcement d'Eure Transition Verte

Adoption d'un plan d'actions pluriannuel doté de 150 millions d'euros sur 2023-2028 pour accélérer la transition écologique.



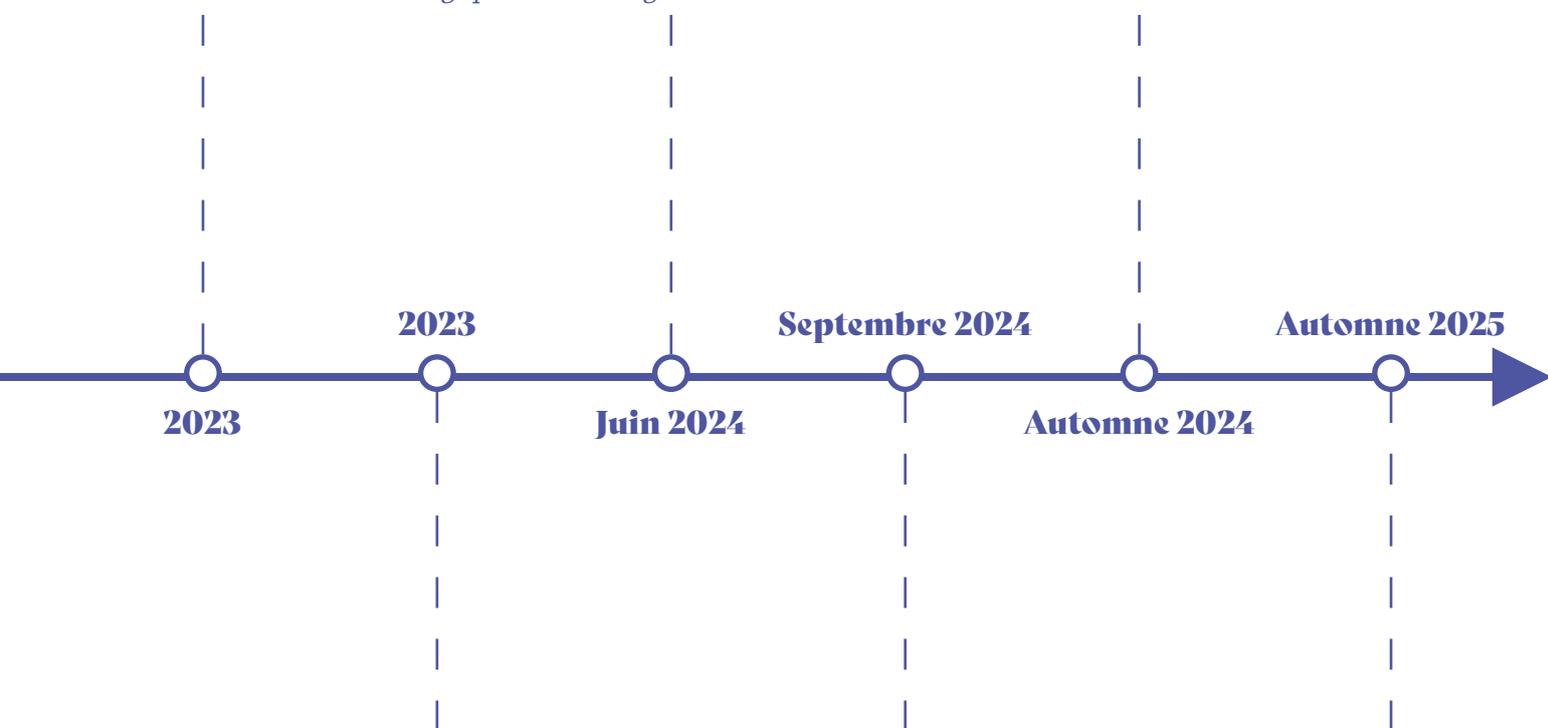
Plan Collèges 2024-2030

Vote du second plan pluriannuel pour la rénovation ou la reconstruction de 14 nouveaux collèges d'ici 2030.



Annnonce du retour à 90 km/h

Le Président du Conseil départemental annonce le retour à la limitation de vitesse à 90 km/h sur les routes départementales de l'Eure, pour une mise en œuvre prévue en 2026.



Investissements routiers

Le Département investit 35 millions d'euros pour l'entretien et la modernisation des ponts et des voiries, en accompagnant aussi les communes pour l'installation de dispositifs de sécurité.



Ouverture du collège Simone-Sauteur de Bourneville-Sainte-Croix

Le nouveau collège accueille ses premiers élèves.



Ouverture du collège Aurélie Aubert de Rugles

Dernier collège du premier Plan Collèges à ouvrir ses portes.



Le Département investit pour moderniser le territoire

En dix ans, l'Eure a radicalement changé de visage. Les politiques ambitieuses du Département, reconnues nationalement, améliorent les conditions de vie de tous les Eurois.

250 M€

investis pour rénover ou reconstruire un collège sur deux d'ici 2030

1 567

euros investis par collégien et par an, soit près du double de la moyenne nationale (2^e département de France)

100%

des ouvrages d'art franchissant la Seine rénovés

125 M€

investis dans le plan pluriannuel routes depuis 2016

+ 28 000

consultations généralistes supplémentaires pour les Eurois sans médecin référent grâce à Doct'Eure

2 300

Eurois ont retrouvé un médecin traitant via Doct'Eure en 2024

334 M€

consacrés chaque année aux solidarités (personnes âgées, enfance, insertion, handicap)

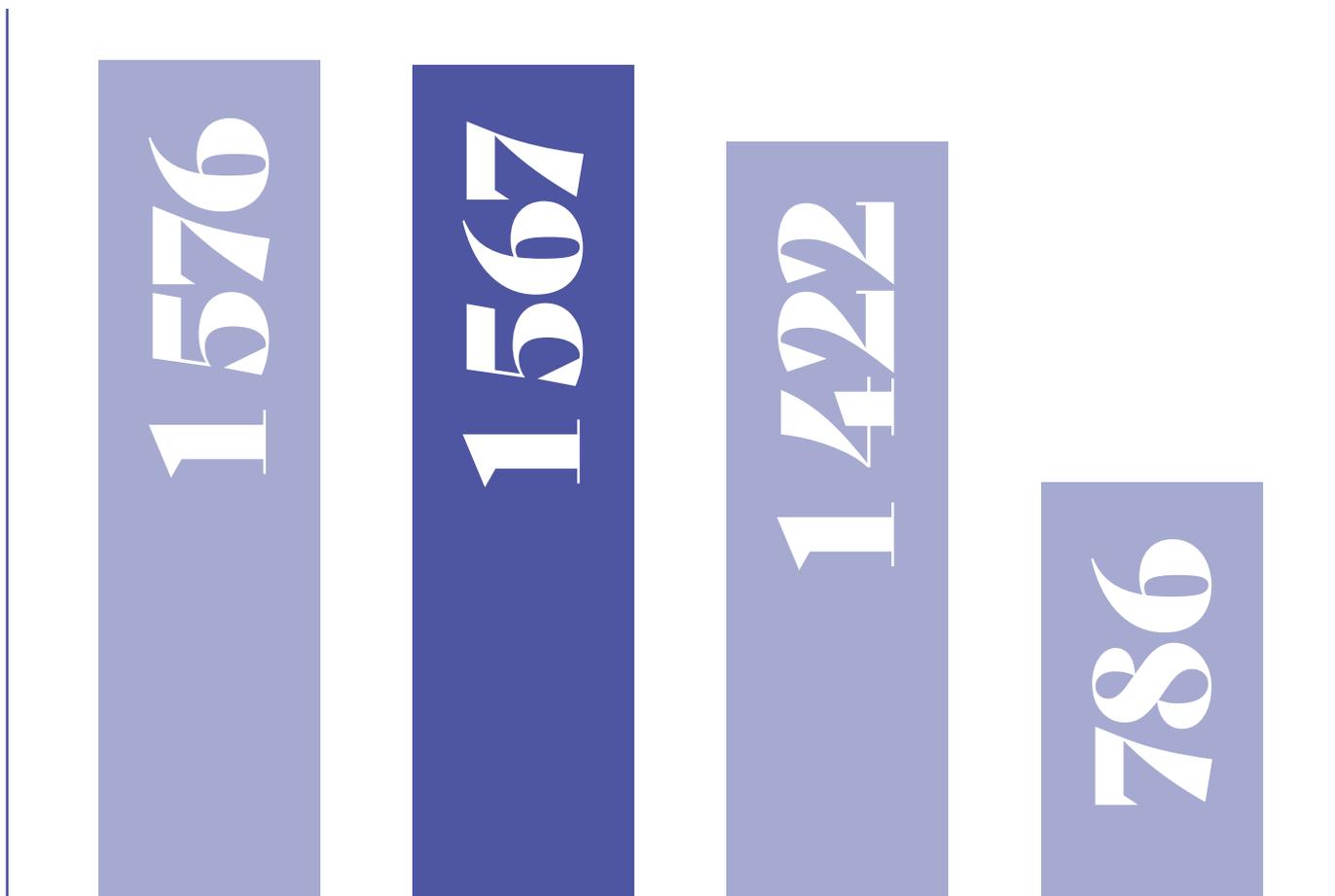
7 Prix nationaux

remportés pour saluer les actions du Département (solidarités, attractivité, agriculture...)

Collèges : mention très bien

De 2018 à 2023, l'Eure est le deuxième département de France – et le premier de Normandie ! – à avoir le plus investi pour ses collégiens, selon l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales. En moyenne, le Département a investi chaque année 1 567 € par collégien, juste après la Gironde (1 576 €/collégien) et devant la Drôme (1 422 €). C'est près du double de la moyenne des départements, qui se situe à 786 € par an et par collégien !

Investissement annuel par collégien en euros



**Moyenne
nationale**

Source : Observatoire des finances et de la gestion publique locales



UNIVERSITÉ DE
L'EUPE
en Normandie

RÉUSSIR
LE COLLEGE

**Ici pour vous, le Département
reconstruit le collège Louise-Michel**

COLLEGE LOUISE MICHEL

La commune de Boumeville-Sainte-Croix
et la Communauté de Communes Roumois Seine aménagent la voirie

@L'eupeNormandie

RECONSTRUCTION
ÉDUCATION

Des choix, pas des renoncements : le Département se recentre sur ses priorités

Face à un contexte financier tendu en 2024, le Département de l'Eure n'a pas subi les événements : il les a anticipés. Quand les recettes de fonctionnement baissent de 0,6 % et que les dépenses augmentent de 1,8 %, la réponse n'est pas dans l'immobilisme mais dans la stratégie.

S'interroger sur ses priorités, revenir au cœur de ses missions, optimiser chaque euro d'argent public... Plutôt que de couper aveuglément dans ses dépenses, le Département de l'Eure a fait le choix de l'intelligence et adopté une approche volontariste.

L'arrêt des interventions économiques ? Une évidence, quand d'autres collectivités maîtrisent mieux cette compétence.

Le gel des aides à la rénovation des logements sociaux ? Une logique imparable quand les bailleurs ont les moyens de s'autofinancer. La priorisation des investissements en maîtrise d'ouvrage propre ? Une responsabilité face à un bloc communal qui traverse mieux la crise.

Ces orientations ne sont pas des renoncements mais des choix éclairés. Elles libèrent des marges de manœuvre pour investir là où le Département fait la différence : 123,36 M€ d'investissements maintenus, avec

34,14 M€ pour l'éducation, 37,5 M€ pour les infrastructures et la mobilité, 27,2 M€ pour les équipements départementaux et 38 M€ alloués aux contrats de territoire 2024-2029 qui structurent notre vie locale.

La solidarité, ligne de mire

Car au-delà des chiffres, c'est bien une vision qui guide ces arbitrages : celle d'un département solidaire qui protège ceux qui en ont vraiment besoin.

Les 334 M€ consacrés aux dépenses sociales témoignent de cet engagement indéfectible. Personnes âgées, enfance en danger, insertion sociale : les missions de cœur du Département sont préservées et renforcées.

Cette stratégie de recentrage permet au Département de retrouver sa force de frappe sur ses compétences essentielles, tout en gardant sa capacité d'innovation et d'adaptation pour répondre aux besoins des Eurois.

Une trajectoire choisie, pas subie

Face aux défis budgétaires, le Département de l'Eure réinvente ses façons de faire. En 2024, cette logique d'optimisation créative a guidé plusieurs transformations majeures qui démontrent qu'efficacité rime avec innovation.

La réforme « Solidarités 2025 » bouleverse les pratiques sans coûter plus cher. Fini le cloisonnement entre les métiers de l'accompagnement : place à l'interdisciplinarité et aux 13 territoires de solidarités alignés sur les EPCI. Cette réorganisation territoriale rapproche les services des usagers tout en mutualisant les compétences.

Résultat : 1 604 bénéficiaires accompagnés par les intervenants sociaux, 16 593 seniors touchés par 81 actions de prévention. L'efficience par la proximité.



Valoriser l'ingénierie pour des projets de territoire plus adaptés

L'Agence de la Ruralité révisé aussi son périmètre d'action. Plutôt que de multiplier les structures, le Département mutualise son expertise technique au service des communes. De la simple question administrative à l'accompagnement de projets complexes, cette approche « guichet unique » démultiplie l'impact de l'ingénierie départementale.

Concrètement, l'Agence mobilise les services du Département et de ses partenaires pour répondre aux besoins locaux : définition de projets d'aménagement, assistance à maîtrise d'ouvrage en voirie et assainissement, mise à disposition d'équipements (kits événementiels, radars pédagogiques mobiles). Cette mutualisation permet aux petites communes d'accéder à une expertise technique qu'elles ne pourraient s'offrir seules. Et ça marche : 516 dossiers traités en 2024

Des moyens humains adaptés aux besoins du territoire et des Eurois

Les 2 000 agents départementaux : un capital à faire fructifier. En 2024, plus de 430 recrutements ciblés, montée en compétences via la formation, amélioration de la qualité de vie au travail. Cette gestion RH stratégique accompagne les transformations organisationnelles tout en renforçant l'attractivité de la fonction publique territoriale. L'humain au cœur de la performance publique.



Mieux répondre aux besoins d'urgence des victimes de violences intrafamiliales

Quand l'innovation naît de l'existant. Afin de répondre immédiatement aux besoins d'hébergement d'urgence, le Département mobilise les logements inutilisés des collègues pour accueillir les victimes de violences intrafamiliales : 2 femmes et 3 enfants pris en charge en 2024. Réutiliser plutôt que recréer pour assurer l'efficacité de la collectivité, même avec un contexte budgétaire sous pression.



Un accompagnement de proximité à la carte

En 2024, le Département de l'Eure a travaillé à la mise en place d'une nouvelle organisation de ses solidarités, fondée sur treize territoires d'intervention calqués sur les bassins de vie. Une transformation structurelle avec un objectif simple : être au plus près des besoins réels des Eurois, dans leur diversité territoriale.

Seuls 10% des Eurois bénéficiaient des deux tiers du budget départemental dédié aux Solidarités. Une disparité qui s'explique notamment par une méconnaissance de l'action du Département, mais aussi par une répartition non homogène des besoins sur les différents bassins de vie. C'est de ce constat qu'est née la nouvelle organisation des solidarités. Appliquée à partir de 1^{er} mars 2025, elle vise à toucher les habitants qui en ont le plus besoin, à tous les âges de la vie, avec un fonctionnement plus simple, un nombre d'interlocuteurs réduits et un maillage territorial repensé.

Cette transformation majeure, reconnue par les Trophées IdéalCo qui ont décerné, en novembre 2024, le prix Coup de cœur au projet « Solidarités 2025 », marque un véritable tournant dans l'approche départementale de

l'accompagnement social.

Proximité, réactivité, efficacité

Certains territoires concentrent ainsi leurs efforts sur l'insertion, d'autres sur la petite enfance ou le maintien à domicile. Pour identifier les priorités locales, et parce que tous les bassins de vie du département ne rencontrent pas les mêmes défis, les services des solidarités départementales s'alignent désormais sur les treize EPCI de l'Eure.

Au-delà de l'adaptation territoriale, cette organisation vise la réactivité et une meilleure relation avec les partenaires locaux, pour construire des projets adaptés et prévenir l'aggravation des situations individuelles. En révisant l'accompagnement, le Département agit plus vite et mieux pour chacun.

La bienveillance en actes pour ceux qui en ont ou en auront besoin

De la petite enfance à l'accompagnement de nos seniors, les Solidarités travaillent à garantir les meilleures conditions de vie pour tous les Eurois avec une idée simple : chacun d'entre nous peut avoir un jour besoin d'aide, de protection et de conseils pour assurer son autonomie.



Une protection renforcée contre les violences

L'accompagnement des victimes de violences conjugales et intrafamiliales mobilise les équipes des intervenants sociaux Commissariat et Gendarmerie. En 2024, 1 604 personnes ont bénéficié de cet accompagnement spécialisé, dont 1 133 femmes majeures.

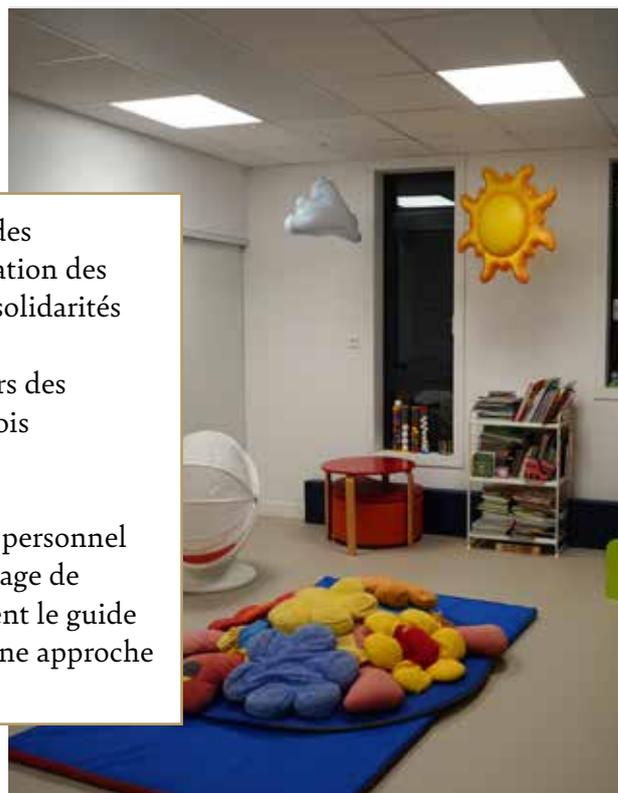
Les solutions d'hébergement se réinventent : des logements vacants au sein de collèges du territoire accueillent désormais en urgence les victimes de violences intrafamiliales. Cette innovation a permis de mettre en sécurité deux femmes et trois enfants dès l'ouverture de ce dispositif.

L'enfance au centre des attentions

La prévention guide l'action en faveur de l'enfance et des familles. Le déploiement des équipes dédiées à l'évaluation des informations préoccupantes sur les huit territoires de solidarités offre un accompagnement plus individualisé.

Cette approche limite efficacement les orientations vers des mesures judiciaires, comme l'attestent les bilans des trois premières équipes opérationnelles depuis 2021.

Les sessions d'information menées auprès des élus, du personnel périscolaire et des centres de loisirs renforcent le maillage de repérage des situations à risque. Ces rencontres diffusent le guide du signalement élaboré avec le Parquet, garantissant une approche coordonnée de la protection de l'enfance.





Vieillir dans la dignité

Le tarif différencié mis en place dans quatre EHPAD volontaires traduit la recherche d'équilibre entre qualité d'accueil et accessibilité financière. Cette mesure, issue de la loi « Bien vieillir », concerne les EHPAD d'Évreux-Vernon, d'Écouis, de Lyons-la-Forêt et des Andelys.

Pour soutenir l'État, le Département a investi 46 M€ dans le Plan Ségur pour rénover ou construire de nouveaux établissements.

Le déploiement du PackAdom, grâce à un investissement de 1,4 millions d'euros, vient au service de l'autonomie. Ce dispositif, composé d'une tablette tactile, d'une clé 4G et de services d'accompagnement, a équipé 150 personnes âgées isolées dans sept communes en 2024.

Le 3^{ème} Salon des seniors a rassemblé près de 700 participants autour des thématiques santé-autonomie et bien-être. La Conférence des Financeurs a soutenu 81 actions de prévention pour 1,06 million d'euros, accompagnant 16 593 seniors.

Construire l'inclusion au quotidien

50 000 Solutions : Construire les solidarités de demain, telle était la vocation des Assises des Solidarités organisées en 2021 – 2022 par le Département de l'Eure, menées en forte collaboration avec l'ARS afin de répondre aux enjeux des jeunes adultes et des enfants porteurs de handicap, de mieux répondre aux besoins de la population et de soulager les aidants.

Pour favoriser un parcours résidentiel et d'habitat comme un Chez soi, l'aide à la vie partagée, mise en place en 2023, soutient les projets qui concilient espaces de vie partagés et espaces individuels, dans un environnement adapté et sécurisé. En 2024, 9 projets ont été retenus pour un budget de 283 722 €, avec un financement de 80 % de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

Le transport adapté accompagne 632 élèves en situation de handicap vers leur établissement scolaire, un nombre en croissance lié au développement des classes ULIS.



L'offre de soin s'améliore : 6 indicateurs clés dans l'Eure

Avec seulement 57 médecins libéraux pour 100 000 habitants dans l'Eure contre 76,8 au niveau national, le Conseil départemental a mis en place une stratégie ambitieuse dotée de 2 millions d'euros sur 6 ans pour faire de la santé une priorité absolue.

5X

plus de consultations

27 996 consultations assurées en 2024 contre 5 400 en 2023 : le dispositif Doct'Eure, en partenariat avec l'Hôpital de la Musse, a littéralement décollé. Un plus grand nombre de consultations qui s'explique par une densification des équipes (6,8 équivalents temps plein médecins en 2024 contre 4,1 l'année précédente) et une innovation, le «bus Doct'Eure» itinérant, qui offre désormais une solution plus économique et plus qualitative, améliorant à la fois l'accueil des patients et la qualité de vie au travail des professionnels.



2300

Eurois ont retrouvé un médecin traitant

La continuité des soins se rétablit en 2024. L'expansion territoriale de Doct'Eure contribue directement à ce succès : ouverture du centre de santé des Valmeux à Vernon, création d'une antenne aux Andelys avec 20 heures de présence médicale hebdomadaire, déploiement d'une unité mobile dans le Vexin Normand desservant 4 communes. Chaque nouvelle implantation répond aux besoins spécifiques des territoires.

72

nouveaux médecins accueillis

depuis 2018 et 18725 € d'aide pour l'installation récente d'un dentiste. La stratégie d'attractivité du territoire eurois combine plusieurs leviers : bourses d'études pour les étudiants s'engageant à s'installer dans l'Eure, partenariats avec l'ARS, la CPAM et le conseil de l'ordre des médecins, actions de promotion menées avec Euréka (congrès de médecine, événements facultaires, accueil d'internes en stage). Cette politique globale démontre que l'Eure sait attirer et retenir les professionnels de santé, inversant ainsi la tendance des déserts médicaux.

4

solutions de télémédecine déployées

Le Département a fait le pari de la technologie pour compenser le manque de médecins. Cabines, bornes, malles et box modulaires : quatre solutions complémentaires permettent aux Eurois d'accéder à la télémédecine généraliste. 3 cabines et 5 malles ont été mises en service dans l'Eure en 2024. Déployées auprès des infirmiers libéraux, ces malles permettent d'entrer en contact direct avec un médecin lors de leurs interventions. Pour les spécialités, 2 cabines ophtalmiques ont été implantées à Évreux et Bernay Terre de Normandie, avec un soutien de 37 500 euros par équipement.

4

infirmiers en pratique avancée diplômés

(2 en 2025 et 2 autres en 2026)

Les infirmiers en pratiques avancées (IPA), après une formation médicale complémentaire, peuvent assurer le suivi de pathologies courantes et ne redirigent vers le médecin que les cas nécessitant une expertise particulière. Une montée en compétences libère du temps médical précieux tout en maintenant une qualité de soins optimale. Parallèlement, le Département accompagne financièrement le recours aux assistants médicaux qui déchargent les praticiens des tâches administratives.

2

millions d'euros

prévus pour le Plan Ambition Santé 2023 - 2028 et une feuille de route 2025 repensée autour de trois piliers : redécoupage territorial, accompagnement décloisonné, participation citoyenne renforcée.

LE DÉPARTEMENT DE L'EURE AIME SES POMPIERS



DÉPARTEMENT DE
L'EURE
en Normandie

PLAN POMPIERS 2022-2027
75 M€ INVESTIS DANS LA PANOPLIE

Une sécurité renforcée sur tous les fronts

Avec 75,3 millions d'euros investis dans le plan pompiers 2022-2027, le Département répond aux nouveaux défis sécuritaires tout en soutenant les forces de l'ordre sur le terrain.

Toutes les 2 minutes 56 secondes, un appel parvient au SDIS. Toutes les 11 minutes 25 secondes, les sapeurs-pompiers interviennent quelque part sur le territoire. En 2024, ce sont 179 038 appels d'urgence qui ont été traités, donnant lieu à 49 043 interventions. Un Eurois sur cinq a été secouru par ces professionnels et volontaires dévoués.

Face à cette montée en charge, le Département, qui finance 60 % du fonctionnement du SDIS, avec près de 25 M€ chaque année, dote le Plan Pompier 2022-2027 de 75,3 M€.

Des investissements qui s'articulent autour de cinq axes stratégiques.

S'adapter aux nouveaux enjeux de la sécurité

Le plan prévoit le recrutement de 57 sapeurs-pompiers professionnels, 100 volontaires supplémentaires et 100 réservistes dans le cadre de la loi Matras. Pour attirer les candidats, le Département consacre 250 000 euros annuels à l'attractivité de ces métiers essentiels.

Car les missions du SDIS évoluent : 179 pompiers ont été formés aux feux de forêt, 125 aux risques radiologiques.

44 véhicules de secours et d'assistance aux victimes rejoindront la flotte, accompagnés de 25 engins de lutte contre l'incendie. Chaque année, 600 tenues de feu sont renouvelées, 70 dispositifs médico-secouristes connectés modernisent l'intervention et 6 moyens élévateurs aériens renforcent les capacités opérationnelles.

Moderniser les casernes, repenser l'organisation

L'immobilier représente le volet le plus lourd avec 34 M€ d'investissement. Un audit des 60 centres d'incendie et de secours a identifié les priorités : reconstruction ou modernisation de plusieurs sites, dont deux nouveaux centres à Évreux et une plateforme d'appel d'urgence ultramoderne.

Ces investissements s'accompagnent d'une réflexion sur le financement. La participation des communes, gelée depuis 2015, sera progressivement réévaluée pour accompagner cette montée en puissance, en cohérence avec les capacités budgétaires départementales.

Au-delà des pompiers, une sécurité globale

La sécurité des Eurois ne se limite pas aux secours. Le Département accompagne les communes dans leurs projets de vidéoprotection : 28 dossiers ont été accordés en 2024 pour un montant de 292 533 euros. Cette aide technique et financière permet aux collectivités locales de s'équiper selon leurs besoins spécifiques.

Parallèlement, trois nouvelles brigades de gendarmerie voient le jour. Le Département cofinance directement deux d'entre elles : Saint-Sébastien-de-Morsent (300 000 euros) et Romilly-sur-Andelle (150 000 euros). Ces implantations renforcent le maillage sécuritaire sur des zones en développement.

34 M€ pour moderniser les routes

Entretien des routes, c'est bien plus que maintenir le bitume. C'est assurer la sécurité de tous les usagers, préserver la biodiversité et prévenir les incendies.

En 2024, le Département a consacré 34 M€ à l'entretien et aux aménagements de ses 4214 kms de routes et ses 806 ouvrages d'art. La RD 321 a bénéficié d'importants aménagements avec la création d'un giratoire à Criquebeuf-sur-Seine (415 000 euros) et l'aménagement d'une voie douce sur Martot (550 000 euros). Ces travaux s'inscrivent dans une logique de sécurisation des itinéraires les plus fréquentés.

Sur la RD 840, les travaux du giratoire de Conches-en-Ouche se poursuivent avec un investissement de 1,86 M€. La finalisation du barreau Sud-Ouest de Bourgheroulde (290 000 euros) améliore la desserte de cette zone en développement. La RD 613 a été sécurisée avec l'achèvement du tourne-à-gauche de Boissy-Lamberville (626 000 euros), tandis que la RD 675 bénéficie d'une chicane à la Trinité de Thouberville (240 000 euros). Ces aménagements visent un triple objectif : réduire les nuisances pour les riverains, fluidifier le trafic et limiter le passage des poids lourds en centre-ville.

Sur les routes, le Département mène une politique sécuritaire globale : création de chicanes, aménagement de giratoires et sécurisation des points noirs. Le retour différencié aux 90 km/h (lire ci-contre) constitue un outil supplémentaire au service de la sécurité routière.



Nouveau fauchage raisonné

Fruit d'une large consultation avec le monde agricole, le Département fait évoluer sa politique de fauchage des bords de routes. Une nouvelle approche, avec une première coupe précoce et ciblée dès avril pour éviter la montée en graine des adventices et limiter le désherbage dans les cultures, prioritairement pour les plus petites routes, qui sont aussi celles où l'absence de visibilité représente le plus de risques. Puis une coupe totale adaptée à la saison, plus haute (15 cm au lieu de 10) pour laisser moins de matière sèche et limiter les risques de propagations d'incendies au plus fort de la saison chaude. Enfin, une meilleure communication est mise en place avec les partenaires, notamment la Chambre d'Agriculture, avec une concertation régulière et territorialisée.

Cette nouvelle approche répond à de multiples enjeux : sécurité routière, préservation de la biodiversité, lutte contre les incendies et protection des cultures agricoles.



Retour aux 90 km/h : adapter la vitesse pour plus de sécurité

En 2026, l'Eure rejoindra les 52 départements qui ont choisi de rétablir la limitation à 90 km/h sur leurs routes. Une décision de sécurité routière fondée sur un examen scrupuleux de chaque section et une volonté de clarifier les règles pour tous les usagers.

Six ans après l'instauration des 80 km/h, le bilan eurois questionne. Avec 42 tués sur les routes contre 33 l'année précédente, 2024 enregistre le plus lourd bilan depuis dix ans et montre que l'efficacité de la mesure générale n'est pas au rendez-vous.

L'objectif : une signalisation plus claire et des limitations mieux comprises par les conducteurs.

En indiquant simplement 90 km/h aux entrées des routes départementales et en maintenant 70 km/h uniquement là où c'est nécessaire, les règles deviennent plus lisibles.

Le retour aux 90 km/h ne sera pas automatique. Après le vote de février 2025, des études de sécurité routière seront menées sur les 420 routes départementales. Ces analyses permettront d'identifier précisément les sections devant rester à 70 km/h selon leurs caractéristiques : traversées d'agglomération, virages dangereux, zones accidentogènes.



Transport, espaces verts, agroalimentaire... En immersion, les bénéficiaires du RSA qui expérimentent le dispositif découvrent les métiers des secteurs en tension.

Du RSA à la réussite : quand l'accompagnement devient déclic

2024 a transformé la perception du RSA. Exit l'image d'assistantat : les 15 heures d'activité hebdomadaire sont devenues un véritable sas de reconstruction professionnelle. L'expérimentation menée sur les territoires de Louviers et Gisors en témoigne : 53% des bénéficiaires accompagnés ont retrouvé un emploi dans les 12 mois.

«*Je ne pensais pas être capable de faire tout cela*», confie N., bénéficiaire du RSA, qui vient achever une première phase d'expérimentation de 15 heures d'activité hebdomadaire. Révéler des capacités que les personnes ne soupçonnaient pas, découvrir comment chaque épisode de la vie, même les plus difficiles comme le handicap ou devenir aidant, constituent des expériences où l'on acquiert des compétences... L'accompagnement rénové est conçu pour revaloriser chacun des 2 673 Eurois qui ont pu expérimenter le dispositif et lever les freins, psychologiques ou logistiques, qui éloignent de l'emploi.

La méthode ? Une approche progressive qui respecte le rythme de chacun. Activités collectives pour rompre l'isolement, ateliers techniques pour monter en compétences, stages en entreprise pour tester le terrain réel. Chaque étape rapproche de l'emploi tout en redonnant confiance. «*Avant je*

ne faisais rien, maintenant j'ai plein de projets », appuie un autre participant.

Le RSA comme outil rebond

En faisant évoluer l'accompagnement des bénéficiaires, le RSA devient un point de départ vers autre chose, pas une fin en soi.

Au-delà de la confiance, le programme permet de réapprendre les codes du monde professionnel : ponctualité, travail en équipe, respect des consignes. Ces savoir-être, souvent perdus après des périodes d'inactivité prolongée, se retravaillent aussi pendant ces 15 heures d'activité.

«*L'objectif n'est pas de «forcer» vers l'emploi mais de créer les conditions pour que chacun puisse y accéder sereinement* », résume Coralie Haring, directrice de l'Insertion et de l'Emploi au sein du Département de l'Eure. Une méthode qui porte ses fruits : près de la moitié des accompagnés ne touchent plus le RSA au bout d'un an.

Le nouveau RSA fait ses preuves

Sur Louviers et Gisors, 100% des 2 673 bénéficiaires ont été intégrés dans le nouveau parcours, avec un taux de satisfaction de 93%.

Un score rarement vu pour un service public.

Fini les rendez-vous individuels standardisés. La mise en place de 630 plateformes d'orientation collectives ont permis de recevoir 8 677 personnes en ouverture ou réouverture de droits. Chaque plateforme devient un sas d'évaluation où les besoins, les freins et les potentiels de chacun sont identifiés pour orienter vers l'accompagnement le plus adapté.

Des partenaires au plus proche des besoins

Colonne vertébrale du dispositif, les Ateliers et Chantiers d'Insertion et les Référents Sociaux Professionnels sont mis en place grâce au concours de 40 structures financées pour 2 800 places

d'Insertion par l'Activité Économique. Le point fort : une diversité d'acteurs et un maillage territorial renforcé pour répondre à tous les profils : du réapprentissage des rythmes de travail au traitement des freins périphériques à l'emploi, en matière de santé, de logistique du quotidien ou de mode de garde, par exemple.

Côté résultats : 53% d'accès à l'emploi dans les 12 mois, dont 27% en contrats durables. Près de la moitié des accompagnés sortent du RSA au bout d'un an. Des performances qui dépassent toutes les projections initiales.

1,1 M€ de fraudes évitées

En parallèle de l'expérimentation des 15h hebdomadaires d'activité, le Département de l'Eure a intensifié ses contrôles. Objectif : garantir l'équité en préservant les droits de ceux qui s'investissent dans leur parcours tout en responsabilisant ceux qui tentent de contourner leurs obligations.

Le bilan est sans appel : 1,1 million d'euros de prestations injustifiées n'ont pas été versées, soit le record des cinq dernières années. Ce résultat découle de 1 300 contrôles sur pièces et à domicile, auxquels s'ajoutent 575 sanctions pour défaut ou refus d'insertion. La lutte contre la fraude a également porté ses fruits avec 136 dossiers sanctionnés d'amendes.

Depuis juin 2024, une nouvelle mesure fait ses preuves : la suspension administrative dès l'entrée au RSA en cas d'absence au premier rendez-vous. Près de 200 radiations ont déjà été prononcées avec pour objectif de rompre l'isolation et l'absence d'accompagnement pour chaque nouveau bénéficiaire.

« Parfois il faut juste oser faire confiance »

Directeur commercial de Mymobility, aguerri dans les projets d'inclusion professionnelle, Joël Godon a embauché, en CDI, trois bénéficiaires du RSA qu'il a rencontrés dans le cadre de l'expérimentation des 15 heures d'activité hebdomadaire.

« Beaucoup de gens pensent qu'ils ne valent rien. Ils n'ont plus de repères, ils ne connaissent pas leurs compétences, alors qu'ils en ont. Chez Iris, à Bois-Guillaume, l'inclusion est au cœur de nos valeurs : auprès de nos usagers, d'une part, des enfants en situation de handicap que l'on transporte et à qui l'on permet d'avoir une scolarité dans un établissement classique, mais auprès des membres de l'équipe, issus de circuits de réinsertions professionnelles.

En 2024, nous avons poursuivi le partenariat initié avec Job27 depuis 2022, avec cette version remaniée. Le poste de conducteur-accompagnateur exige des qualités humaines, mais ne nécessite pas de compétences techniques insurmontables. Nous formons nos employés

à la connaissance du handicap et aux gestes appropriés pour transporter un public qui ne peut pas se déplacer dans des conditions normales.

Travailler avec un public en réinsertion demande de la patience, une grande ouverture d'esprit et d'accepter que chacun a besoin de temps et d'expérimentation pour construire son propre cadre de travail. Il faut accepter de prendre des risques et faire confiance à des gens qui n'ont pas l'habitude qu'on leur confie des responsabilités mais cette démarche révèle souvent des compétences insoupçonnées : je pense, par exemple, à un candidat au profil compliqué de prime abord, assez renfermé, qui s'est totalement révélé au contact des enfants et a dépassé mes propres attentes. »

Les médias en parlent

France 5 a suivi un groupe de bénéficiaires du RSA de Val-de-Reuil et Louviers. Lors d'un cycle sur l'alimentation, les bénéficiaires ont exploré toutes les étapes de la filière, de la production à la transformation et la vente. De retour en salle, ils livrent leurs impressions, soulignent leurs freins. En parallèle, Nathalie Etinault, conseillère en insertion professionnelle, suit les problématiques individuelles de chacun : consultations médicales, transports, modes de garde... Chaque frein levé est une étape supplémentaire pour retrouver un emploi.





L'Eure

mise sur l'excellence éducative

Avec 250 M€ investis depuis dix ans, le Département de l'Eure transforme radicalement ses collèges pour offrir aux jeunes Eurois les meilleures conditions d'apprentissage.

L'ambition est sans précédent : faire de l'Eure le territoire de référence en matière d'éducation. D'ici 2030, un collège public eurois sur deux aura été totalement repensé. Déjà, 14 établissements ont été livrés avec leur reconstruction complète depuis 2016. 14 autres suivront avec 90 M€ programmés.

L'école du futur, aujourd'hui

Le numérique doit être au cœur de l'enseignement pour préparer nos collégiens à la vie active. 100 % connectés à la fibre, chacun des 55 collèges publics dispose désormais d'un arsenal technologique dernier cri : casques de réalité virtuelle, tablettes, webradio, visioconférence. Au total, 3,6 M€ ont été investis pour propulser les jeunes Eurois dans l'ère du digital.

Cette dynamique se prolonge avec les FabLabs, murs connectés et projets d'innovation pédagogique soutenus à hauteur de 250 000 euros annuels. Objectif assumé : faire de nos collèges des laboratoires d'apprentissage et donner aux élèves le goût de l'innovation.

Égalité des chances renforcée

Le Département mise sur l'équité. Les bourses ont triplé en dix ans, passant de 2 200 à 7 500 bénéficiaires. Chaque sixième reçoit sa calculatrice et est incité à la pratique de la lecture grâce à la distribution de deux ouvrages modernes, contemporains, spécialement choisis par eux via le concours des Dévoreurs de livres.

Parallèlement, 36 collèges s'engagent dans des projets environnementaux ambitieux, formant les écocitoyens de demain à travers 79 initiatives concrètes, axées sur la biodiversité, la lutte contre le gaspillage, la préservation des ressources et les mobilités douces.

Les collégiens sont enfin amenés à se projeter dans leur avenir : des programmes comme le concours culinaire « À table c'est l'Eure » ou le projet des mini-entreprises permettent aux élèves de se découvrir des vocations dans la restauration, l'entrepreneuriat...

Locaux et équipements adaptés, projets ouverts sur l'avenir et le monde : en misant sur ses jeunes, l'Eure construit la société de demain.



Des collèges vivants, numériques, ouverts sur le monde

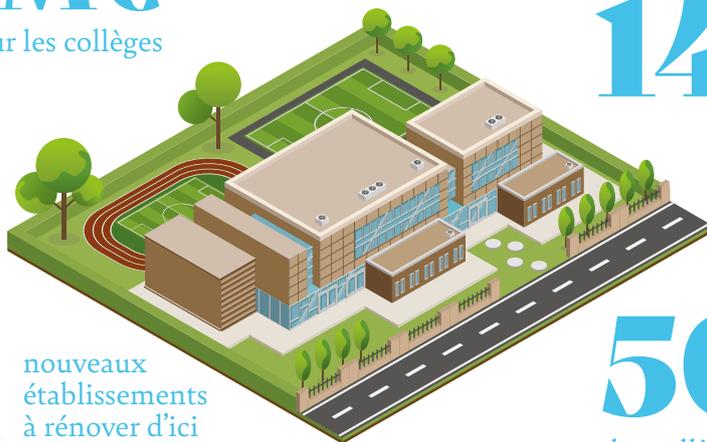
Infrastructure et modernisation

250 M€

investis en 10 ans pour les collèges

14

collèges reconstruits
ou entièrement rénovés
depuis 2016



14

nouveaux
établissements
à rénover d'ici
2030 (90 M€)

50%

des collèges publics
reconstruits, restructurés
ou rénovés entre 2016 et
2030

Numérique et innovation

100 %

des collèges connectés à la fibre

250 K€

annuels pour les projets
d'innovation pédagogique

3,6 M€

investis dans les équipements numériques
(kit par collège : 6 casques VR, 52 tablettes,
webradio, visio)

12

projets numériques
réalisés en 2024



Projets éducatifs et environnementaux

36 collèges engagés dans des projets environnementaux

79 projets retenus (développement durable, biodiversité, économie circulaire)

280 collégiens participants aux sorties dans les Espaces Naturels Sensibles



270 collégiens sensibilisés aux animations messicoles

Une alimentation saine, locale et accessible à tous les collégiens

Chaque année, 3,5 millions de repas sont servis chaque année dans les collèges eurois. Pour permettre à tous les élèves de disposer d'une alimentation de qualité, le Département mise sur un tarif accessible pour les familles : 3,55 euros par repas (au 1^{er} janvier 2025), quand le coût réel pour la collectivité atteint 11 euros, soit 22 M€ par an. Cette politique volontariste permet au Département d'impulser une véritable révolution dans les assiettes en privilégiant la qualité au prix.



Local et bio en progression

En plus de travailler à atteindre les objectifs imposés par la loi EGalim, le Département opte, autant que possible, pour se fournir localement. En 2024, 21% des produits utilisés pour les repas respectent les critères de produits durables, dont 8 % de bio. Et 15 % de produits locaux, en constante progression. Plus de la moitié des collèges dépassent les 20 % de produits durables, cinq atteignent même les 40%.

Pour y parvenir, le Département a investi près de 900 000 euros en équipements de cuisine moderne et accompagne ses équipes vers une alimentation « maison » privilégiant circuits courts et saisonnalité.

Lutte exemplaire contre le gaspillage

Avec seulement 92 grammes de déchets par repas contre 135 grammes en moyenne nationale, l'Eure fait figure de modèle. 26 collèges sont équipés de composteurs, transformant les déchets en ressource.

« Mon école mon avenir » : des écoles dernier cri à la campagne

Pour une petite commune, construire ou agrandir l'école représente souvent une part importante du budget. Doté de 4,2 M€ de subventions départementales, « Mon école mon avenir » accompagne 37 projets scolaires du premier degré avec une exigence : des écoles durables, numériques et 100 % inclusives.

Au 31 décembre 2024, 16 d'entre eux ont déjà été engagés, avec 5 réalisations livrées : rénovation énergétique à Brosville et La Saussaye, modernisation d'écoles à Bernay et aux Andelys, réfection de toitures à Gaillon.

Moins de béton, plus de vivant

Et si préserver les ressources naturelles était bénéfique pour le bien-être des Eurois ?

Dans le département, la nature est un levier d'attractivité et un moyen efficace d'améliorer le cadre de vie de chacun. Des arguments essentiels pour créer une vraie adhésion collective autour de la protection de l'environnement.





Dans l'Eure, fini le béton, bonjour les espaces naturels. Cimetières végétalisés, parkings convertis en espaces perméables, mares restaurées... Partout sur le territoire, l'artificialisation laisse place à la régénération. En 2024, 5 650 arbres plantés, 638 mètres linéaires de haies créées et 12 600 m² ont été rendus perméables et viennent contribuer à l'objectif national de « zéro artificialisation nette des sols » à l'horizon 2050.

Une biodiversité retrouvée

L'événement marquant de 2024 : l'observation d'une loutre d'Europe à Charleval en octobre. Capturée par un piège photographique installé par le Groupe Mammalogique Normand, cette présence inattendue signe l'efficacité des travaux de restauration écologique menés dans la vallée de l'Andelle.

« *La restauration des prairies humides, le reboisement des zones alluviales et le pâturage extensif ont créé les conditions propices au retour de cette espèce emblématique* », explique un spécialiste impliqué dans le projet.

Ce retour naturel, sans réintroduction artificielle, valide la pertinence des méthodes employées et illustre la stratégie mise en place pour protéger nos Espaces Naturels Sensibles (ENS). En 2024, 38 ENS ont fait l'objet de travaux de restauration et 80 % disposent désormais d'un document de gestion permettant d'assurer leur préservation sur le long terme.

Connecter les Eurois à leur patrimoine naturel

Pour préserver, il faut comprendre. Le Département a développé seize sentiers pédagogiques à travers ses

espaces naturels sensibles. Parmi les réalisations récentes : le sentier numérique de la zone humide du Fourneau, la modernisation du parcours du Martin-pêcheur au Domaine de Chambray, et l'inauguration du sentier du Héron aux Étangs de Breteuil.

Le programme d'animations « Découvrez la nature dans l'Eure » a attiré 2 220 participants et 280 collégiens. Cette essentielle sensibilisation aux milieux naturels locaux doit toucher tous les Eurois, et surtout les plus jeunes. Les Foyers de l'enfance et les MJC bénéficient d'une priorité pour les inscriptions aux animations.

L'eau, ressource précieuse sous protection

L'Eure n'est pas épargné par les aléas climatiques. Pour prévenir les alternances de sécheresses et d'inondations, le Département déploie une stratégie en quatre volets : protection de la qualité de l'eau, renforcement de la résilience territoriale face aux événements climatiques extrêmes, encouragement à la sobriété, et centralisation des connaissances pour une gestion éclairée de cette ressource vitale.

En 2024, huit projets de restauration de continuité écologique, d'acquisition et de restauration de milieux humides ont été soutenus. Ces actions ont même valu au Département d'être lauréat du trophée régional de l'adaptation au changement climatique – Life Artisan, distinguant particulièrement les travaux de renaturation de l'Iton et de zones humides sur l'Espace Naturel Sensible de la zone humide du Fourneau.

Ma commune grandeur nature

« Du tout bitume à une cour d'école végétalisée »

Katia Camus, maire des Damps, raconte la métamorphose des cours d'école de sa commune, rendue possible grâce, notamment, à une subvention de 30 000 euros du Département dans le cadre du dispositif « Ma Commune Grandeur Nature ».

Depuis quelque temps, on parle plus sérieusement de canicules et d'étés de plus en plus chauds. En 2022, la commune des Damps décide de lutter contre les îlots de chaleur, désimperméabiliser les sols, gérer les eaux de pluie et repenser les espaces extérieurs du groupe scolaire de façon à répondre aux besoins pédagogiques et ludiques de l'école.

Nos objectifs : créer un espace sportif, un espace de jeu, un espace pour permettre de mener des ateliers pédagogiques (temps de lecture, cours en extérieur) ainsi qu'un espace vélo pour encourager les mobilités douces.

En 2024, nous avons installé un mur de renvoi de ballon, créé un amphithéâtre de verdure où les enfants peuvent apprendre en plein air, réalisé du marquage au sol ludique, construit un mur

d'escalade avec sa butte et son toboggan, aménagé un parcours d'aventure et planté un jardin des senteurs.

À l'école maternelle, nous avons voulu quelque chose de plus doux : en plus des espaces extérieurs, un mur de « fleurs d'expression » avec un centre en ardoise a été installé, où les plus petits peuvent laisser leurs dessins et leurs mots.

Au total, nous avons planté 15 arbres, 704 arbustes et 2 429 plantes vivaces, graminées et bulbes. Le contraste est saisissant : nous sommes passés d'une cour 100 % bitume avec quelques lignes de marquage au sol à un véritable écrin de verdure avec des jeux en bois et des espaces plantés partout. À l'école élémentaire, nous avons gagné 33 points de végétalisation, passant de 20 % à 53 % d'espaces verts. À la maternelle, c'est encore plus spectaculaire : de 38 % à 57 %.

Les Damps ont bénéficié de 74 % de subventions sur le montant HT du projet, sans lesquelles ce projet de revégétalisation aurait probablement été compromis.



L'aménagement local passe au vert

341 251 euros alloués au financement
de 50 projets dans 46 communes
18 cimetières végétalisés
7 parkings et 7 places publiques renaturés
2 micro-forêts, 2 haies et 4 vergers créés
10 mares restaurées
2 jardins partagés aménagés



Loger mieux, loger dignement

Factures d'énergie qui explosent, logements inadaptés au vieillissement, habitat indigne qui persiste... Le Département de l'Eure choisit de s'attaquer frontalement aux multiples enjeux de la crise du logement.



Protéger et accompagner les plus vulnérables

910 situations d'expulsion évitées, 45 % des logements indignes signalés réhabilités : la dignité passe d'abord par un toit décent. En 2024, le Département a intensifié sa lutte contre la précarité résidentielle, avec un accompagnement sur mesure des ménages en difficulté. L'action contre l'habitat indigne a permis de traiter 282 signalements, combinant médiation avec les propriétaires, aides financières et, si nécessaire, relogement.

Le combat s'étend aussi aux « bailleurs indécents » avec une information renforcée sur les droits et devoirs de chacun. Ces mesures préventives, moins visibles mais essentielles, évitent des drames humains et sociaux tout en préservant la mixité sociale dans nos territoires.

16 M€ pour la réhabilitation de l'habitat privé

Diminuer l'empreinte carbone et soulager le portefeuille des Eurois. En 2024, le Département accélère sa mobilisation vers la rénovation énergétique des logements. Avec un budget presque triplé par rapport à 2023, dédié à 80 % à l'amélioration énergétique, l'Eure a soutenu 599 projets dans des logements privés et permis la programmation de 427 logements sociaux.

En plus de réduire la facture énergétique des ménages modestes, nos actions viennent soutenir l'économie locale : la majorité des projets de rénovation énergétique sont confiés à des entreprises euroises et viennent renforcer leur stabilité financière.





Un parc immobilier qui s'adapte aux besoins

614 projets de particuliers modestes soutenus, plus d'1 M€ investis. La rénovation du parc existant représente le principal levier pour améliorer les conditions de vie des Eurois. Le Département a déployé en 2024 une stratégie globale qui touche aussi bien les propriétaires aux revenus modestes que les bailleurs sociaux.

La question de la vacance des logements fait l'objet d'une attention particulière. Le Club Habitat, en collaboration avec l'Agence d'Urbanisme de Rouen et des boucles de Seine et Eure, a développé une méthodologie spécifique pour caractériser et traiter ce phénomène qui pénalise tant les centres-bourgs que certains quartiers urbains.

En parallèle, l'offre nouvelle de logements locatifs sociaux représente 427 unités en 2024, dont 20 % réalisées par acquisition-amélioration, limitant ainsi l'artificialisation des sols tout en répondant aux besoins des habitants.

L'autonomie réinvente l'habitat senior

60 baignoires transformées en douches, 300 places en résidences autonomie à réhabiliter. Le vieillissement de la population euroise impose une refondation de notre approche du logement des seniors. En 2024, le Département a lancé une réflexion approfondie sur le concept même du « chez-soi » pour les personnes âgées.

Le programme « Adieu aux baignoires, oui à la douche » constitue l'une des réponses les plus concrètes à l'enjeu du maintien à domicile. Déjà déployé chez des propriétaires modestes, il sera étendu aux locataires du parc social, offrant une solution simple mais efficace pour prévenir les chutes et prolonger l'autonomie en proposant des installations ergonomiques dans les zones responsables des plus nombreux accidents domestiques.

Les 31 résidences autonomie du territoire font également l'objet d'un accompagnement spécifique pour leurs projets de réhabilitation. Malgré les contraintes budgétaires, le Département maintient son soutien financier à ces structures qui constituent un maillon essentiel entre le domicile classique et l'EHPAD.



« Le sport c'est
notre quotidien »



Chronique

« Dans notre famille, le sport c'est un peu notre seconde nature ! Ma fille Camille, 13 ans, vit pour ses mercredis à l'UNSS avec sa bande de copains du collège. Vous devriez la voir revenir, les joues rouges et les yeux qui pétillent, surtout quand elle bat ses records de saut en longueur.

Mon petit Gabin, 8 ans, c'est Monsieur Energie. À peine rentré de l'école, son cartable vole dans l'entrée et il file au city-stade que le Département a financé l'an dernier dans notre village. En tant que maman, ça me rassure tellement de savoir qu'il a un lieu à lui, à l'abri des voitures, bien entretenu et à deux pas de la maison. Dans notre petit coin de l'ouest de l'Eure, près de Pont-Audemer, cet équipement est devenu le point de ralliement de tous les enfants à la moindre éclaircie !

Le week-end, notre plaisir, c'est d'enfiler nos baskets ou de sortir les pagaies. La Risle et tous les sentiers balisés autour sont notre terrain de jeu préféré. On ne s'ennuie jamais et on découvre encore, très souvent, de nouveaux parcours à explorer.

Thomas, mon mari, a résolu ses problèmes de dos depuis que son entreprise a mis en place des séances de sport pendant la pause déjeuner. Il travaille au Département de l'Eure, et franchement, chapeau à eux pour cette initiative ! « C'est comme si on remettait les compteurs à zéro chaque midi » me dit-il souvent. Et je confirme, il évacue son stress et rentre beaucoup plus détendu.

Hier, j'ai rendu visite à ma grand-mère Suzanne en Ehpad. Si vous l'aviez vue me raconter son « olympiade » à

Pont-Audemer ! Elle qui était si renfermée ces derniers temps, la voilà qui me fait une démonstration de lancer d'anneaux au milieu de sa chambre. « Tu sais, Sonia, j'ai même rencontré une dame de l'Ehpad de Vernon, depuis on échange sur Messenger ! » Le sport, ça crée des liens à tout âge, visiblement, et ça fait naître des passions.

J'en discute beaucoup avec l'une de mes collègues, Lucie. Pratiquer le sport, ce n'est vraiment pas sa tasse de thé mais elle s'est découverte une nouvelle activité : supporter les équipes. C'est venu après un match de l'ALM, l'équipe de basket d'Évreux. La rencontre était parrainée par le Département, qui en a profité pour inviter les collégiens.

Lucie a accompagné son fils Théo pour la sortie scolaire et depuis, c'est devenu un rituel pour eux de sortir en famille à Évreux et d'aller encourager les joueurs.

C'est contagieux : lors du passage de la flamme olympique, Lucie a réussi à embarquer toute l'équipe. Vous nous auriez vu, en famille, encourager les relayeurs. Camille a même fait une pancarte avec ses sportifs préférés. Je crois qu'elle aime vraiment beaucoup l'athlétisme.

Pour son anniversaire, on a pris des places pour le Meeting outdoor de l'Eure, au stade Jesse Owens. Je n'imaginais pas que l'on puisse avoir des équipements pareils en plein milieu de la campagne ! Elle était ravie. « Tu te rends compte, c'est là que s'entraînent les champions de la Team 27 ! », répète-t-elle souvent. Et pourquoi pas elle, un jour ? »

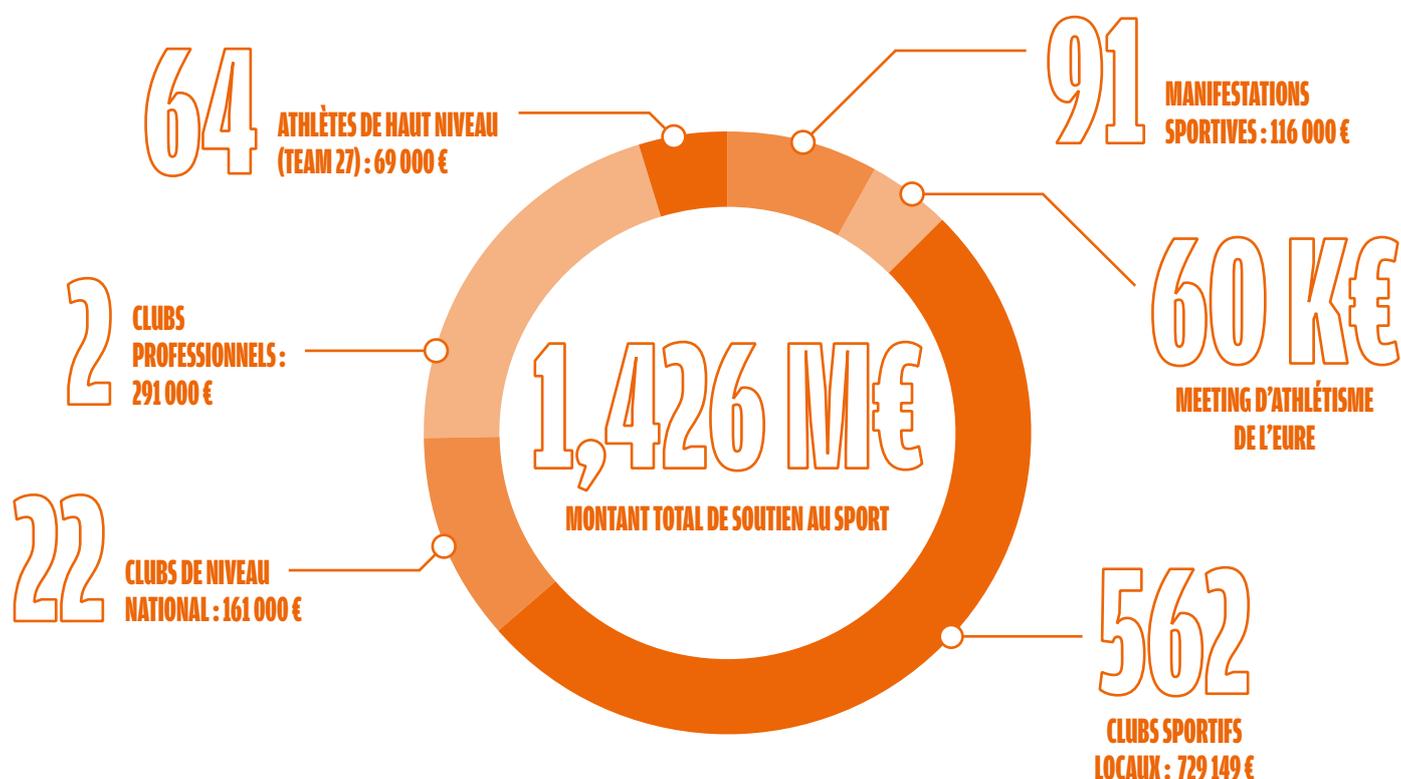
**ÇA ME
RASSURE DE
SAVOIR QUE
MON FILS A UN
LIEU À LUI POUR
S'AMUSER EN
EXTÉRIEUR**



DANS L'EURE,

LE SPORT SE JOUE COLLECTIF

Soutien aux actions sportives
déployées sur le territoire par les associations



Sport santé et bien-être

300+ 

AGENTS ONT PARTICIPÉ
AU PROGRAMME
« BIEN-ÊTRE ET SPORT »

30 
AGENTS

ONT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME
CONTRE LES TROUBLES
MUSCULO-SQUELETTIQUES

120 
SENIORS

DE 16 EHPAD DIFFÉRENTS ONT
PARTICIPÉ À L'OLYMPIADE
À PONT-AUDEMER

4 
COLLÈGES

ONT BÉNÉFICIÉ D'ACTIIONS
DE SENSIBILISATION
« SPORT ET HANDICAP »

Actions jeunesse

9

VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE ACCUEILLIS

80

À LA JOURNÉE DE L'ENGAGEMENT



9000

INVITÉS AUX MATCHS PARRAINÉS (ALM BASKET ET EVREUX VOLLEYBALL)

336

FORMÉS AU « SAVOIR ROULER À VÉLO » (17 CLASSES, 6 COLLÈGES)

2000+

ONT PARTICIPÉ AU CROSS DES COLLÈGES

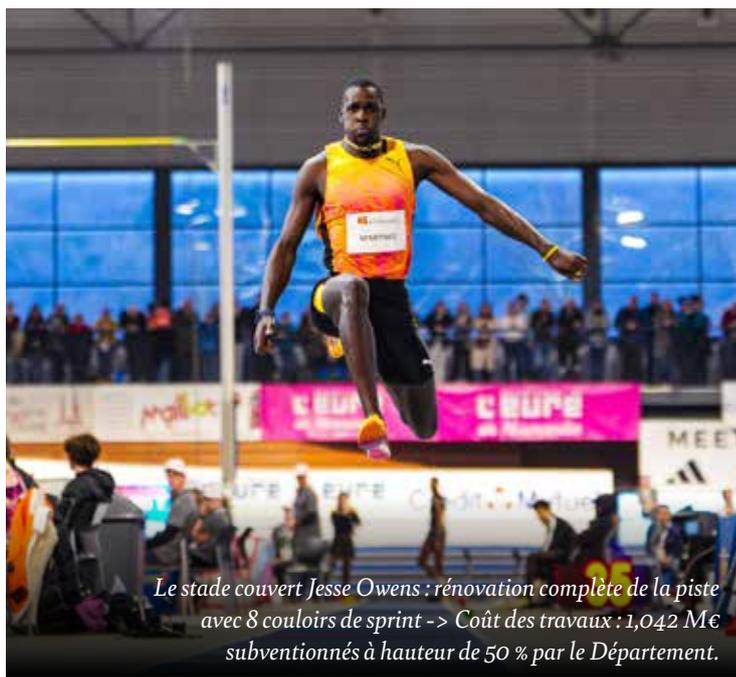
PROGRAMME DÉDIÉ AU PUBLIC DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE :

200

ONT PARTICIPÉ AU CROSS ANNUEL DU FOYER DE L'ENFANCE

Des city-stades au nec plus ultra du stade Jesse Owens

En 2024, ce sont 33 nouveaux équipements sportifs de proximité qui ont été créés dans nos villages, subventionnés à hauteur de 844 660 euros par le Département.



Le stade couvert Jesse Owens : rénovation complète de la piste avec 8 couloirs de sprint -> Coût des travaux : 1,042 Me subventionnés à hauteur de 50 % par le Département.

La nature euroise, terrain de jeu XXL

L'Eure déploie un terrain d'aventure exceptionnel avec ses 8 sites d'escalade (500+ voies), 2 063 km de chemins balisés, 10 bases de canoë sur 4 rivières, 5 bases de loisirs et 7 spots de parapente.

2024 marque un tournant avec le lancement du Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI). Ce plan stratégique garantira l'accessibilité des espaces tout en préservant leur environnement, attirera des financements et structurera le développement cohérent des sports nature sur tout le territoire.

Pour dynamiser ces activités, le Club Outdoor fédère associations sportives et professionnels du tourisme sous la coordination du Département et de l'agence d'attractivité Euréka. Un écosystème complet au service de l'aventure en plein air.

JO 2024

de la flamme aux fan zones, quand l'Eure s'embrase pour les jeux

Les Jeux de Paris 2024 ont été bien plus qu'un événement sportif. Le parcours de la flamme à travers huit communes euroises a rassemblé un public record, dépassant parfois le nombre d'habitants des localités traversées. En parallèle, le Département a permis à plus de 850 collégiens, résidents d'EHPAD et enfants de l'ASE d'assister aux épreuves, concrétisant l'ambition d'un olympisme accessible à tous. Au total, ce sont 175 000 Eurois qui ont été portés par les valeurs olympiques et paralympiques.

Dans l'Eure, les Jeux ont aussi constitué une opportunité unique : celle de créer un collectif de 50 bénévoles eurois, spécifiquement formés pour participer activement à l'organisation des événements qui ont rythmé la période. En plus de renforcer le sentiment d'appartenance des Eurois à leur territoire, cette mobilisation citoyenne a permis d'aller au-delà des attentes et va aboutir, en 2025, sur la création d'un club de bénévoles. Ici, l'héritage de Paris 2024 va irriguer les projets sportifs du département pour les années à venir.







L'Eure

fait vivre sa culture

Ici, la culture ne se limite ni aux pierres anciennes ni aux vitrines muséales. En 2024, le Département s'est donné pour mission de diffuser davantage l'offre artistique, avec une double exigence : valoriser le patrimoine et soutenir la création contemporaine.

En dix ans, le programme « Mon Village Mon Amour » a permis la renaissance de nombreux bâtiments historiques, des imposantes églises aux modestes lavoirs ruraux. Près de 450 projets de réhabilitation des monuments ont pu être menés à terme, supportés à hauteur de 8,9 M€ par le Département.

L'Eure contribue aussi à la recherche et la connaissance de notre histoire, avec les recherches archéologiques menées notamment à Vernon et Évreux. Le site antique de Gisacum a profité des JO de Paris 2024 pour établir des liens inédits entre sports antiques et contemporains, avec succès ! En 2024, Gisacum a enregistré une fréquentation record avec près de 14 000 visiteurs.

Une culture contemporaine, accessible, qui s'exporte

Loin de se limiter à conserver les traces du passé, le Département les confronte

aux expressions artistiques actuelles. Lors des Journées Européennes du Patrimoine, l'abbatiale de Bernay, comme plusieurs autres lieux culturels alentour, a accueilli une exposition de street art, alliance surprenante entre architecture médiévale et art urbain.

La volonté de réduire les inégalités d'accès à la culture s'exprime par plusieurs initiatives : tournées du Musée Mobile, le MuMo, avec des œuvres du Centre Pompidou dans dix communes, soutien aux cinémas ruraux, gratuité des médiathèques et développement de leur réseau.

Les jeunes Eurois bénéficient d'une attention toute particulière avec le dispositif « Culture au collège ». Depuis 2020, 60 actions ont été menées auprès de 12 000 collégiens (et 100 % des collèges) dans tous les domaines : patrimoine, arts visuels, livre et lecture, cinéma, spectacle vivant, musique...

Rénover et valoriser le patrimoine

Depuis 2016, le Département a financé 425 chantiers de restauration (8,9 M€ sur 40 M€ de travaux). Ces réhabilitations transforment le territoire, des églises aux lavoirs, avec 90 % des chantiers confiés aux entreprises euroises. À Doudeauville-en-Vexin, Brétigny ou Vernon, les monuments retrouvent leur splendeur d'origine.



Gisacum : de l'Antiquité aux Jeux olympiques 2024

C'était une évidence de faire vivre le site archéologique de Gisacum lors des Jeux Olympiques 2024. L'exposition « Athlètes, d'Olympie à aujourd'hui » présentait les portraits photographiques de Frédéric Grimaud, tandis que des reconstitutions historiques et un forum sur le handisport complétaient cette programmation labellisée dans le cadre de l'Olympiade culturelle.

L'art urbain pour magnifier nos vieilles pierres

Depuis 2019, les Journées Européennes du Patrimoine dans l'Eure réinventent nos monuments. En 2024, le street art a transformé l'abbatiale de Bernay en galerie urbaine, attirant 6 000 visiteurs dont 600 collégiens. Cette expo sur l'histoire du graff a fasciné 3 750 personnes. En cinq ans, 36 sites ont accueilli 13 artistes comme Sébastien Preschoux ou Charles Pétilion, offrant aux 26 500 visiteurs un regard neuf sur leur patrimoine.



Faire grandir les talents

Depuis 2020, l'ensemble des établissements du territoire a accueilli 60 projets pluridisciplinaires à destination de 12 000 adolescents. Temps forts de 2024 : participation de 12 collèges aux Journées européennes du patrimoine, festivals de chorales réunissant plus de 1 000 élèves à Évreux et Louviers, ou encore le clip « Chœur en patrimoine » tourné à la Cidrerie de Beuzeville. En parallèle, le soutien aux 30 conservatoires et écoles d'art, avec un budget annuel de 500 000 euros, permet à 8 000 élèves encadrés par 400 professeurs de développer leur créativité.

Musée mobile, cinéma, plan lecture

En 2024, la culture se bouge. Deux camions du Musée Mobile (MUMO) chargés d'œuvres du Centre Pompidou, sont allés à la rencontre de 5 200 Eurois dont 3 640 enfants, dans dix communes rurales.

Depuis 2015, près de 2 M€ sont dédiés à la création ou l'agrandissement des salles à Pont-Audemer, Gisors et Le Neubourg.

Le Mois du documentaire a permis 50 projections dans 23 médiathèques et 7 cinémas. Une grande campagne de repérage a identifié 44 nouveaux sites pour attirer des tournages, tandis que le Concours de scénarios de courts-métrages célébrait sa 25^e édition.

Pour résorber les inégalités d'accès à la culture, 19 nouvelles médiathèques ont été construites depuis 2015. Entièrement gratuites, elles enrichissent leurs collections, développent l'offre numérique et proposent une riche programmation culturelle pour transformer ces lieux de silence un peu austères en véritables pôles d'animation locale.



Harcourt vers une nouvelle ère

C'est un véritable joyau normand qui se réinvente. En 2025-2026, le Domaine d'Harcourt se transforme avec un ambitieux projet : faire de ce site architectural millénaire et de son arboretum exceptionnel le plus grand parcours lumineux extérieur d'Europe.

Après le succès réitéré de Merveilleux et ses 40 000 visiteurs en 2023, Harcourt vise plus haut : devenir le deuxième site le plus visité de l'Eure, avec une fréquentation annuelle de 150 000 personnes.

Les travaux qui débutent à la fin de l'hiver 2024-2025 visent à étendre l'aire de stationnement tout en prolongeant l'arboretum de 150 arbres remarquables, et à installer les dispositifs nécessaires à cette expérience féerique qui promet de rayonner de Caen à Paris, consolidant la place d'Harcourt parmi les destinations patrimoniales incontournables.



La campagne qui connecte, qui attire, qui inspire

En déployant des infrastructures numériques d'excellence et des services de proximité adaptés aux besoins de chaque territoire, l'Eure démontre qu'il est possible d'associer ruralité, qualité de vie et modernité pour bien vivre à la campagne, entreprendre et s'y épanouir.







99 % des communes fibrées : l'Eure à la pointe du numérique

Avec plus de 99 % du territoire couvert en juin 2025 et 265 000 prises déployées, l'Eure transforme son paysage numérique. Plus de 200 M€ investis ont permis de passer d'une situation inquiétante en 2015 à un département pionnier du très haut débit. 60 % des foyers sont déjà abonnés au réseau fibre, offrant aux Eurois et aux entreprises une connectivité comparable aux zones urbaines.

Une révolution comparable à l'électrification, réalisée en une décennie.

516 projets communaux : l'Agence de la Ruralité au service des maires

516 sollicitations traitées, 68 visites en mairie, plus de 500 réponses apportées : l'Agence de la Ruralité confirme son rôle d'interlocuteur privilégié des communes rurales. Renforcée par une équipe d'ingénierie, elle accompagne les projets communaux de l'idée à la réalisation. Les opérations «vide-collège» ont permis à 43 communes de bénéficier de dons de mobilier scolaire, incarnant cette solidarité territoriale concrète.

À venir : un nouveau modèle centré sur l'animation territoriale et l'ingénierie va naître en 2025 pour accompagner les communes à concevoir au mieux leurs futurs projets, adaptés à leurs bassins de vie et leurs besoins.





Contrats de territoires : 40 M€ pour moderniser la campagne

Le Département accompagne les collectivités via deux leviers essentiels : l'ingénierie technique et le soutien financier. Les contrats de territoire Région-Département-EPCI permettent de financer les équipements structurants : revitalisation des centres-bourgs, maisons de santé, équipements culturels et sportifs. Cette approche collaborative garantit une répartition équilibrée des investissements sur l'ensemble du territoire eurois : de 2023 à 2028, ce sont 40 M€ qui y sont consacrés.

L'approche dossier, c'est fini ! Le Département choisit de considérer l'ensemble du projet territorial pour de meilleurs impacts sur la qualité de vie des Eurois.

Eurêka : l'attractivité en action

23 familles accompagnées par le service Welcome, 687 737 € de chiffre d'affaires en tourisme d'affaires : Eurêka positionne l'Eure sur la carte de l'attractivité. Le coup de maître ? La collaboration inédite avec Pantone® pour les 150 ans de l'impressionnisme, créant 7 nuances uniques inspirées de Monet et Pissarro. Cette première mondiale a touché 705 000 personnes et a valu à l'Eure cinq grands prix nationaux de prestige.

L'attractivité se joue aussi pour les professionnels, avec la recherche d'investisseurs et la cible de deux catégories : les lieux de tournage au cinéma et les outils pour inciter les professionnels de santé à choisir de s'installer dans l'Eure.



Tourisme à vélo : l'Eure à découvrir autrement

Avec 600 kilomètres de véloroutes désormais disponibles et des investissements de près de 3,8 M€ en 2024, l'Eure trace la voie d'un tourisme durable et accessible à tous.

En 2024, l'Eure est l'un des départements qui en aura fait le plus en faveur du cyclotourisme. 3,8 M€ ont été investis pour aménager des voies de circulation apaisées ou renforcer la signalétique et le jalonnement des voies cyclables partagées, de quoi créer 221 km nouveaux itinéraires cyclables (38 % des nouveaux itinéraires départementaux, 19,5 % des itinéraires ouverts sur toute la France).

Une politique en faveur des mobilités douces qui se révèle payante qui confirme l'attrait croissant pour ces nouveaux modes de découverte du territoire : les 14 compteurs permanents installés sur le réseau ont enregistré plus de 345 000 passages de cyclistes et 511 000 passages de piétons en 2024.



Quatre manières de redécouvrir l'Eure au rythme de la pédale

En 2024, le département a inauguré quatre nouveaux itinéraires qui racontent chacun une facette différente de l'Eure. Saint-Jacques à Vélo (50 km) guide les cyclistes sur les traces des pèlerins à travers un patrimoine architectural remarquable ; la Vallée de la Charentonne (26 km) révèle des paysages bucoliques entre prairies et cours d'eau ; la Voie des légendes étire ses 81 kilomètres autour des récits et traditions locales, tandis que Vel'Iton (57 km) dévoile une vallée où se mêlent nature préservée et patrimoine industriel.

Ces nouveaux parcours s'ajoutent à un réseau qui atteint désormais 600 kilomètres. Près d'un tiers (180 km) emprunte des voies sécurisées, le reste utilisant des routes partagées à faible circulation.

Un équilibre pensé pour tous les niveaux.

Parallèlement, 7,4 km de nouvelles voies vertes ont été aménagées, notamment sur La Seine à Vélo entre Vezeillon et Bouafles ou entre Courcelles-sur-Seine et Port-Mort. Des tronçons qui renforcent la sécurité et le confort de circulation.

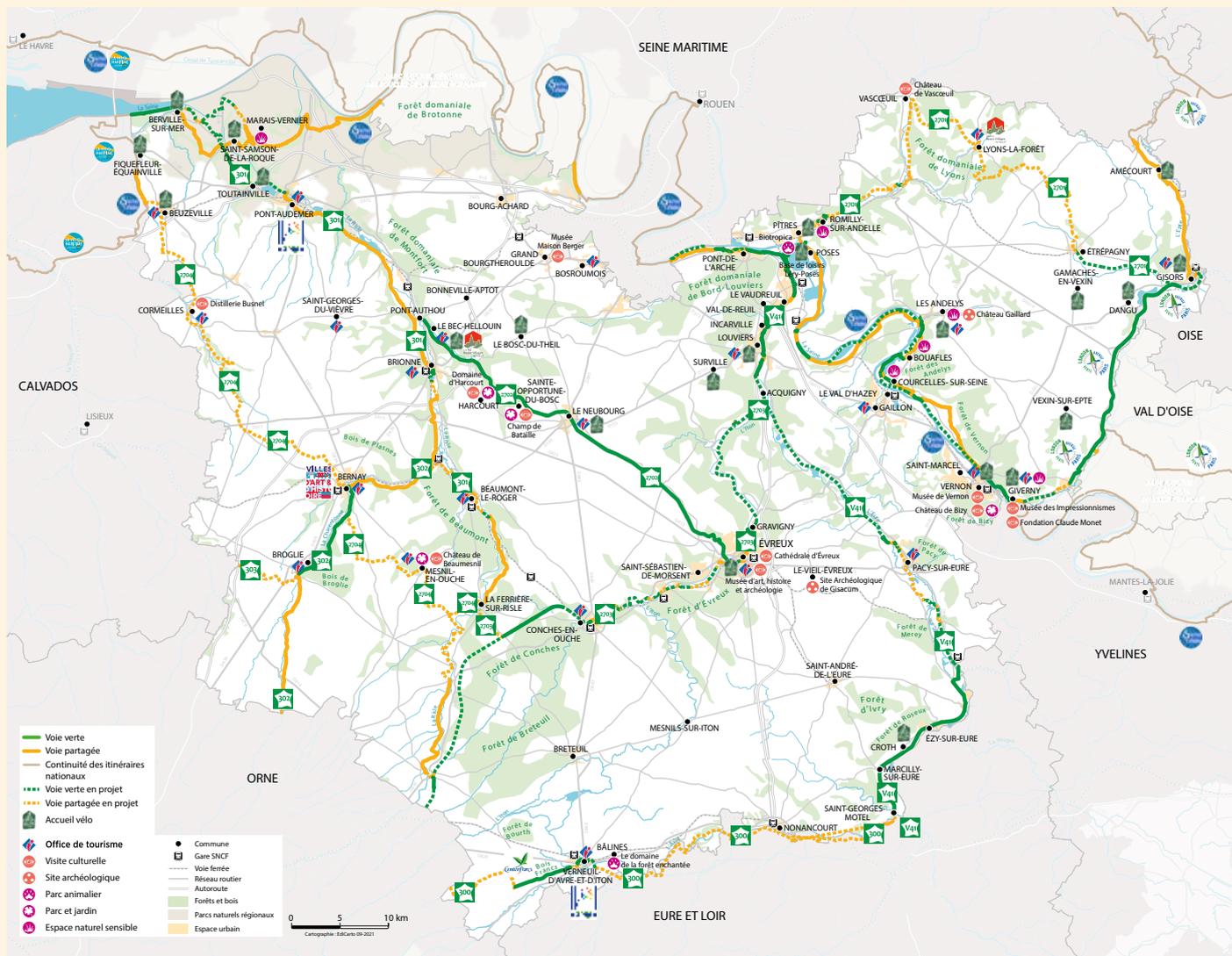
Au printemps, le Département a lancé les bases d'un plan vélo dédié aux déplacements du quotidien des Eurois. Une approche qui élargit l'horizon au-delà du seul tourisme de week-end pour faire du vélo une alternative crédible aux trajets domicile-travail.

Cette vision transforme en profondeur le rapport au territoire. Le vélo révèle des paysages ignorés depuis la voiture, crée des haltes là où on ne s'arrêtait plus, dessine une nouvelle géographie de proximité.

Seine à Vélo, l'étendard qui grandit

Cette dynamique s'appuie sur un fleuron : La Seine à Vélo. L'itinéraire mythique, qui relie Paris à la mer sur 510 km, a célébré ses dix ans en 2024. Distingué par National Geographic et le New York Times, il compte désormais 37 % de son parcours en site propre et rassemble aujourd'hui 22 collectivités partenaires.

La reconnaissance de l'itinéraire va jusqu'à une première française : l'obtention d'une carte Michelin dédiée à la Seine à vélo, bientôt disponible gratuitement dans les offices de tourisme, avec l'objectif d'atteindre les mêmes chiffres de fréquentation que la Loire à vélo, option maillot du meilleur grimpeur en prime.



Plus de 50 établissements labellisés « Accueil vélo »

Marque nationale, le label « Accueil vélo » crée un réseau d'accueil proposant des services adaptés aux besoins spécifiques du cyclotourisme : proximité des itinéraires cyclables, stationnement sécurisé des vélos, kit de réparation, informations sur les itinéraires, possibilité de recharge pour les équipements électriques...

Hébergements, offices de tourisme, restaurants, sites de visite, loueurs et réparateurs de vélos...

Dans l'Eure, plus de 50 établissements sont déjà labellisés, principalement le long de la Seine à vélo et de l'Avenue verte London-Paris. Et ça grimpe ! Dix nouveaux professionnels ont rejoint le label depuis un an, conscients du potentiel de ce marché en croissance : en 2023, 4,7 M€ de chiffre d'affaires ont été générés par la Seine à Vélo dans l'Eure, avec un panier moyen de 73 euros par cyclotouriste chaque jour.

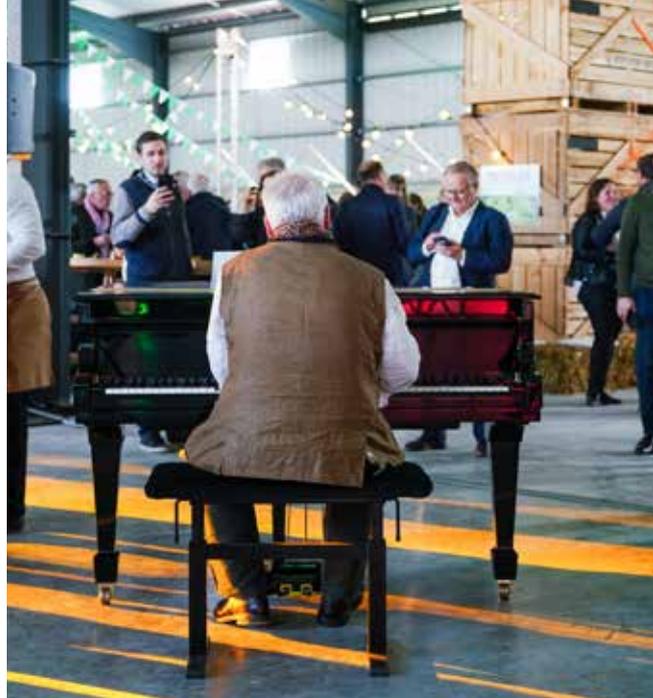
FERTILES

Quand la terre inspire l'avenir

Le 26 septembre 2024, le pari était audacieux : rassembler au cœur de la linière du Ressault, au Neubourg, agriculteurs, chercheurs, citoyens et décideurs venus de partout en France pour débattre de l'avenir de l'agriculture. Le résultat a dépassé les espérances : 500 participants ont fait le déplacement, prouvant qu'il existait une réelle soif de dialogue constructif, serein et de haut niveau.

En février 2024, le Salon International de l'Agriculture s'ouvrait dans un contexte de colère. Ces images terribles de manifestants opposés aux CRS dans les allées ont profondément marqué les esprits et soulignent un paradoxe : premiers concernés par les terribles conséquences des catastrophes climatiques, les agriculteurs sont aussi les mieux placés pour inventer et proposer des solutions conciliant productivité et préservation des ressources.

C'est alors une évidence pour le Conseil départemental : la réponse doit venir des territoires, loin de l'agribashing médiatique. « *Nous, dans l'Eure, on aime nos agriculteurs et on le revendique* », affirme Alexandre Rassaërt, Président du Département.



FERTILES répond à un vide : nulle part ailleurs n'existe un lieu, un moment où les différents acteurs se réunissent véritablement pour réfléchir ensemble et débattre des solutions. L'enjeu est pourtant vital : comment concilier les impératifs environnementaux, qui ne sont pas une option, avec la nécessité de pérenniser nos modèles agricoles ? Car sans agriculture, c'est la survie même qui est en jeu.

Le succès de cette première édition renforce la détermination du Département à porter ce sujet avec ambition. La deuxième édition, prévue le 25 septembre 2025, s'inscrit dans une démarche plus large : multiplier les rencontres avec les acteurs du monde agricole, tisser des liens plus étroits et créer une véritable dynamique territoriale.

L'objectif est clair : faire de **FERTILES** non pas seulement un rendez-vous annuel, mais un véritable catalyseur de solutions, un réseau d'acteurs engagés capable de peser dans les débats nationaux. Parce que l'Eure a la conviction que l'agriculture n'est pas le problème mais bien la solution, et que cette solution s'invente sur le terrain, avec ceux qui ont les mains dans la terre.



Le DAPIA : un outil simplifié au service de la modernisation agricole

L'engagement pour soutenir le secteur agricole va au-delà de la réflexion. Créé en 2017, le dispositif d'aide aux petits investissements agricoles (DAPIA) du Département constitue un outil simplifié pour accompagner les agriculteurs à se moderniser, adopter de nouvelles pratiques et améliorer le bien-être animal dans leurs élevages.

Cette aide, qui couvre 40 % des investissements inférieurs à 10 000 euros, est pensée pour être beaucoup plus simple et accessible que les dispositifs de la PAC. Et ça marche ! Depuis sa création, plus de 1 000 projets ont été soutenus pour un montant total dépassant 3 M€. De 25 dossiers en 2017, le dispositif a accompagné 171 projets en 2024, témoignant de son succès.

Pour s'adapter encore mieux aux besoins des agriculteurs, le dispositif évolue en 2025 avec un périmètre d'actions éligibles revu, la prise en charge du matériel d'occasion. Chaque exploitant peut en bénéficier tous les deux ans.

Epilogue

Ici on teste, on ajuste, on avance

Simplifier les démarches, réduire les délais : le Département cherche à offrir un service public efficace et accessible. Une ambition au service des Eurois, bien sûr, mais aussi d'une équation budgétaire complexe : en éliminant les lourdeurs inutiles, en supprimant les dispositifs inefficients, on allège aussi leur impact financier.

Concrètement ? L'expérimentation de 15 heures d'activités obligatoires pour les bénéficiaires du RSA donne des résultats prometteurs : un accompagnement plus proche, plus adapté et de nouvelles perspectives offertes avec, à la clé, des citoyens qui retrouvent une place dans le monde du travail.

Le retour aux 90 km/h après avoir constaté que la limitation à 80 km/h n'avait pas réduit les accidents est une autre preuve de bon sens : simplifier les règles pour une meilleure vigilance des conducteurs, examiner chaque section de route pour déterminer la vitesse adaptée à l'environnement et la fréquentation.

Même approche pour l'attractivité territoriale : le Comité Départemental de Tourisme avait atteint ses limites.

Résultat : la création d'Eurêka, une agence d'attractivité qui fait rayonner le Département à Paris, mais aussi à New York et multiplie les prix et les retombées

au niveau national.

Cette philosophie de modernisation s'étend à tous les secteurs. L'Hôtel du Département va diviser par deux sa facture énergétique d'un million d'euros grâce à des travaux d'isolation et des panneaux photovoltaïques. L'intégration de l'intelligence artificielle va automatiser les tâches répétitives pour améliorer l'efficacité des services, avec des agents qui se concentreront sur l'accompagnement humain, pas la paperasse.

Pour rapprocher l'administration des citoyens, le Département se réorganise à l'échelle des 13 intercommunalités et crée l'Agence de la Ruralité. Cette interface simplifie les démarches des maires : 500 interventions et 150 visites de terrain en 2024. L'aide aux propriétaires pour rénover 400 logements indignes montre, elle aussi, que l'action publique peut être concrète et mesurable.

L'Eure comme modèle rural de demain

L'Eure attire de plus en plus les citadins en quête d'un cadre de vie préservé. Loin des clichés sur la campagne délaissée, le Département investit massivement pour moderniser son territoire tout en protégeant son identité rurale.

Territoire 100% fibré, routes rénovées avec 30 millions d'euros d'investissement, lieux de vie modernisés grâce aux contrats de territoire, à l'Agence de la Ruralité, au Plan collège, à la lutte contre les déserts médicaux : les services de proximité rivalisent avec ceux des métropoles. La culture, elle aussi, pousse en pleine campagne avec des festivals gratuits et populaires comme le festival photo de Martagny ou le très fréquenté « Ça sonne à la porte » de Grosoeuvre, avec plusieurs dizaines de milliers de personnes chaque année.



Retrouvez toutes les aides du Département de l'Eure sur notre site :
eureennormandie.fr rubrique nos aides et services

HÔTEL DU DÉPARTEMENT

14 boulevard Georges-Chauvin

27021 Évreux cedex

Tél : 02 32 31 50 50